

72/2015 - 21 avril 2015

Transmission des données du déficit et de la dette pour 2014 - 1^{ère} notification
Déficit public de la zone euro et de l'UE28
respectivement de 2,4% et 2,9% du PIB
 Dette publique à 91,9% et 86,8%

Le déficit public¹ s'est réduit en termes absolus en 2014 par rapport à 2013, tant dans la **zone euro**² (ZE19) que dans l'**UE28**², tandis que la dette publique¹ a augmenté dans les deux zones. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la **zone euro**, passant de 2,9% en 2013 à 2,4% en 2014, ainsi que dans l'**UE28**³, de 3,2% à 2,9%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté dans la **zone euro**, passant de 90,9% à la fin de l'année 2013 à 91,9% à la fin de l'année 2014, ainsi que dans l'**UE28**³, de 85,5% à 86,8%.

		2011	2012	2013	2014
Zone euro (ZE19)					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	9 799 488	9 840 073	9 931 690	10 115 966
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-405 680	-355 085	-286 340	-245 876
	(% du PIB)	-4,1	-3,6	-2,9	-2,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,0	49,5	49,4	49,0
Recettes publiques	(% du PIB)	44,8	45,9	46,6	46,6
Dette publique	(millions euro)	8 404 738	8 766 691	9 029 600	9 292 618
	(% du PIB)	85,8	89,1	90,9	91,9
UE28					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	13 173 525	13 420 148	13 520 989	13 931 719
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-593 166	-567 410	-436 819	-401 861
	(% du PIB)	-4,5	-4,2	-3,2	-2,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,5	49,0	48,6	48,1
Recettes publiques	(% du PIB)	44,0	44,7	45,4	45,2
Dette publique	(millions euro)	10 656 258	11 227 119	11 561 569	12 094 614
	(% du PIB)	80,9	83,7	85,5	86,8

En 2014, le **Danemark** (+1,2%), l'**Allemagne** (+0,7%), l'**Estonie** et le **Luxembourg** (+0,6% chacun) ont affiché un excédent public. Les déficits publics les plus faibles, par rapport au PIB, ont été enregistrés en **Lituanie** (-0,7%), en **Lettonie** (-1,4%), ainsi qu'en **Roumanie** (-1,5%). Douze États membres ont affiché un déficit supérieur à 3% du PIB: **Chypre** (-8,8%), l'**Espagne** (-5,8%), la **Croatie** et **Royaume-Uni** (-5,7% chacun), la **Slovénie** (-4,9%), le **Portugal** (-4,5%), l'**Irlande** (-4,1%), la **France** (-4,0%), la **Grèce** (-3,5%) ainsi que la **Belgique**, la **Pologne** et la **Finlande** (-3,2% chacun).

À la fin de l'année 2014, les plus faibles ratios de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (10,6%), au **Luxembourg** (23,6%), en **Bulgarie** (27,6%), en **Roumanie** (39,8%) et en **Lettonie** (40,0%). Seize États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB, les plus élevés ayant été enregistrés en **Grèce** (177,1%), en **Italie** (132,1%), au **Portugal** (130,2%), en **Irlande** (109,7%), à **Chypre** (107,5%) et en **Belgique** (106,5%).

En 2014, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 49,0% du PIB et les recettes publiques⁴ 46,6%. Dans l'**UE28**, elles ont été respectivement de 48,1% et 45,2% du PIB. Entre 2013 et 2014, le ratio des dépenses publiques a diminué dans les deux zones, tandis que celui des recettes publiques est resté stable dans la **zone euro** et a légèrement diminué dans l'**UE28**.

Réerves sur les données déclarées⁵

Bulgarie: Eurostat formule une réserve sur la qualité des données reportées par la Bulgarie relatives à la classification sectorielle du Fonds d'assurance-dépôts et à l'incidence sur le déficit public du remboursement des dépôts garantis (3,7 mrd BGN) au sein de la Corporate Commercial Bank. L'impact de la transaction sera évalué par Eurostat en coopération avec les autorités statistiques bulgares dans les prochains mois. Cela devrait très probablement entraîner une hausse du déficit public.

Portugal: Eurostat formule une réserve sur la qualité des données reportées par le Portugal s'agissant de la capitalisation de Novo Banco. Au troisième trimestre 2014, le Fonds de résolution portugais a injecté 4,9 milliards d'euros (2,8% du PIB) dans Novo Banco. Dans cette notification relative à la PDE, la transaction, dans son intégralité, a été provisoirement comptabilisée par les autorités portugaises comme transaction financière (par manque d'information) n'ayant aucun impact sur le déficit public. L'impact final de la transaction sera évaluée par Eurostat en coopération avec les autorités statistiques portugaises dans les prochains mois, lorsque le résultat du processus de privatisation de Novo Banco et le montant final qu'obtiendra le gouvernement portugais de cette vente seront connus. Cela devrait très probablement entraîner une hausse du déficit public.

Modification par Eurostat de données déclarées⁶

Eurostat n'a apporté aucune modification aux données transmises par les États membres.

Autres considérations

i. Prêts intergouvernementaux

Afin de consolider de façon appropriée la dette des administrations publiques dans les agrégats européens et de fournir cette information aux utilisateurs, Eurostat collecte et publie des données sur les prêts gouvernementaux aux autres États de l'UE, y compris ceux effectués via la Facilité Européenne de Stabilisation Financière (FESF). Pour les années 2011 à 2014, les données sur les prêts intergouvernementaux se réfèrent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

ii. Note d'information et tableaux complémentaires sur les interventions publiques dans le contexte de la crise financière

Eurostat publie, sur son site internet, des tableaux complémentaires relatifs à la crise financière par État membre: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/government-finance-statistics/excessive-deficit/supplementary-tables-financial-crisis> Eurostat publie également une note d'information qui fournit de plus amples renseignements sur le contenu de ces tableaux complémentaires, ainsi que des tableaux synthétiques pour l'UE et la zone euro:

<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/2022710/Background-note-fin-crisis-Apr-2015-final.pdf>

Le tableau 2 de la note d'information présente des données, pour 2013 et 2014, sur le déficit/excédent public excluant l'impact des interventions publiques visant à soutenir les institutions financières. Il convient de noter que cette mesure ajustée du déficit/excédent public est uniquement destinée à améliorer la présentation des données pour les utilisateurs.

iii. Stock des passifs sur les crédits commerciaux et les avances

Eurostat publie sur son site internet, comme information complémentaire sur les passifs des administrations publiques, des données sur les crédits commerciaux et les avances, telles que déclarées par les États membres pour les années 2011 à 2014:

<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/1015035/2022675/Note-on-AF.81L-Apr2015.pdf>

Il faut rappeler que, conformément au règlement du Conseil (CE) 479/2009, tel que modifié, les engagements des administrations publiques relatifs à des crédits commerciaux et avances ne font pas partie de la "dette de Maastricht".

iv. Évaluation des instruments de la dette

Eurostat examine actuellement, en coopération avec les États membres, la valorisation de certains instruments de dette, tels que les certificats non-négociables d'épargne et de trésorerie, dans le cadre de la PDE. Cela pourrait entraîner une hausse future de la dette publique dans certains États membres du fait de l'intégration des intérêts accumulés au sein de ces instruments.

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, fournit⁷ les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **première notification de 2015** pour les années 2011 à 2014 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le SEC 2010. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la section consacrée aux statistiques de finances publiques, des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et les autres facteurs pertinents influant sur la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks): <http://ec.europa.eu/eurostat/web/government-finance-statistics>

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen des Comptes, SEC 2010). La dette publique (communément appelée "dette de Maastricht") est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE28: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euros sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen;
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour la Lettonie et la Lituanie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euros en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE19): Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut la Lettonie et la Lituanie sur l'ensemble de la période, bien que la Lettonie ait rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2014 et la Lituanie le 1^{er} janvier 2015.
Jusqu'au 30 juin 2013, l'Union européenne (UE27) comprenait 27 États membres. Depuis le 1^{er} juillet 2013, l'Union européenne (UE28) comprend également la Croatie. Dans le tableau ci-joint, les données se réfèrent à l'UE28 uniquement pour toutes les années.
3. Dans la précédente publication des données pour la procédure de déficits excessifs, le déficit public 2013 de l'UE28 s'établissait à 3,2% du PIB et la dette publique à 85,4% du PIB. Voir le communiqué de presse 158/2014 du 21 octobre 2014.
4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission du SEC 2010. Elles couvrent les transactions non financières des administrations publiques et incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement (UE) 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 sur le système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne.
5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, tel que modifié. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
7. Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, tel que modifié, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données du déficit et de la dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, merci de consulter la publication d'Eurostat "Manual on government deficit and debt – ESA 2010 implementation", édition 2014:

<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3859598/5937189/KS-GQ-14-010-EN.PDF/>

Publié par:
Service de presse d'Eurostat

Tim ALLEN
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

 **Demandes média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

 ec.europa.eu/eurostat/

 [@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2011	2012	2013	2014
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	379 991	388 254	395 262	402 270
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-15 547	-16 073	-11 534	-13 057
	(% du PIB)	-4,1	-4,1	-2,9	-3,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	53,4	54,8	54,5	54,3
Recettes publiques	(% du PIB)	49,3	50,7	51,5	51,1
Dette publique	(millions euro)	387 629	403 175	412 770	428 365
	(% du PIB)	102,0	103,8	104,4	106,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	2 586	7 198	8 600	8 956
	(% du PIB)	0,7	1,9	2,2	2,2
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	78 434	80 044	80 282	82 164
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	-1 590	-522	-694	-2 337
	(% du PIB)	-2,0	-0,7	-0,9	-2,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,7	35,2	38,3	39,2
Recettes publiques	(% du PIB)	32,6	34,5	37,4	36,4
Dette publique	(millions BGN)	12 291	14 388	14 731	22 694
	(% du PIB)	15,7	18,0	18,3	27,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions BGN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	4 022 410	4 047 675	4 086 260	4 266 141
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-108 860	-157 889	-47 206	-84 558
	(% du PIB)	-2,7	-3,9	-1,2	-2,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,4	43,8	41,9	42,0
Recettes publiques	(% du PIB)	39,7	39,9	40,8	40,1
Dette publique	(millions CZK)	1 604 009	1 803 585	1 839 726	1 816 137
	(% du PIB)	39,9	44,6	45,0	42,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions CZK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 833 404	1 866 779	1 886 393	1 919 192
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	-37 966	-68 442	-20 024	23 942
	(% du PIB)	-2,1	-3,7	-1,1	1,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	56,8	58,8	57,1	57,2
Recettes publiques	(% du PIB)	54,8	55,1	56,0	58,5
Dette publique	(millions DKK)	850 862	850 553	849 761	867 947
	(% du PIB)	46,4	45,6	45,0	45,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions DKK)	0	1 500	2 984	2 977
	(% du PIB)	0,0	0,1	0,2	0,2
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 699 100	2 749 900	2 809 480	2 903 790
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-23 272	2 606	4 172	19 423
	(% du PIB)	-0,9	0,1	0,1	0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,6	44,2	44,3	43,9
Recettes publiques	(% du PIB)	43,7	44,3	44,5	44,6
Dette publique	(millions euro)	2 101 823	2 179 813	2 166 021	2 170 000
	(% du PIB)	77,9	79,3	77,1	74,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	19 994	56 091	67 024	69 804
	(% du PIB)	0,7	2,0	2,4	2,4

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2011	2012	2013	2014
Estonie					
PIB pm	(millions euro)	16 404	17 637	18 739	19 526
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	195	-39	-40	121
	(% du PIB)	1,2	-0,2	-0,2	0,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	38,0	39,8	38,8	38,8
Recettes publiques	(% du PIB)	39,2	39,6	38,5	39,4
Dette publique	(millions euro)	984	1 712	1 888	2 073
	(% du PIB)	6,0	9,7	10,1	10,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	14	355	458	485
	(% du PIB)	0,1	2,0	2,4	2,5
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	171 042	172 755	174 791	185 412
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-21 804	-14 065	-10 152	-7 629
	(% du PIB)	-12,7	-8,1	-5,8	-4,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,3	42,3	40,7	39,0
Recettes publiques	(% du PIB)	33,5	34,2	34,9	34,9
Dette publique	(millions euro)	190 123	210 238	215 328	203 319
	(% du PIB)	111,2	121,7	123,2	109,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	347	347	347	347
	(% du PIB)	0,2	0,2	0,2	0,2
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	207 752	194 204	182 438	179 081
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-21 221	-16 871	-22 498	-6 356
	(% du PIB)	-10,2	-8,7	-12,3	-3,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	54,0	54,4	60,1	49,3
Recettes publiques	(% du PIB)	43,8	45,7	47,8	45,8
Dette publique	(millions euro)	355 977	304 714	319 178	317 094
	(% du PIB)	171,3	156,9	175,0	177,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	1 075 147	1 055 158	1 049 181	1 058 469
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-101 265	-108 903	-71 291	-61 391
	(% du PIB)	-9,4	-10,3	-6,8	-5,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,4	47,3	44,3	43,6
Recettes publiques	(% du PIB)	36,0	37,0	37,5	37,8
Dette publique	(millions euro)	743 531	890 978	966 170	1 033 857
	(% du PIB)	69,2	84,4	92,1	97,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	8 717	24 542	29 342	30 566
	(% du PIB)	0,8	2,3	2,8	2,9
France					
PIB pm	(millions euro)	2 059 284	2 086 815	2 116 565	2 144 546
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-104 961	-100 448	-86 397	-84 839
	(% du PIB)	-5,1	-4,8	-4,1	-4,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	55,9	56,8	57,0	57,2
Recettes publiques	(% du PIB)	50,8	52,0	52,9	53,2
Dette publique	(millions euro)	1 754 356	1 869 155	1 953 409	2 037 772
	(% du PIB)	85,2	89,6	92,3	95,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	14 929	42 030	50 266	52 362
	(% du PIB)	0,7	2,0	2,4	2,4

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2011	2012	2013	2014
Croatie					
PIB pm	(millions HRK)	332 587	330 456	330 135	328 927
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HRK)	-25 038	-17 504	-17 672	-18 844
	(% du PIB)	-7,5	-5,3	-5,4	-5,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,5	47,0	47,7	48,0
Recettes publiques	(% du PIB)	41,0	41,7	42,4	42,3
Dette publique	(millions HRK)	211 898	228 790	266 134	279 569
	(% du PIB)	63,7	69,2	80,6	85,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions HRK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 638 857	1 615 131	1 609 462	1 616 048
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-57 154	-48 310	-47 455	-49 056
	(% du PIB)	-3,5	-3,0	-2,9	-3,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,1	50,8	50,9	51,1
Recettes publiques	(% du PIB)	45,6	47,8	48,0	48,1
Dette publique	(millions euro)	1 907 479	1 988 901	2 068 722	2 134 920
	(% du PIB)	116,4	123,1	128,5	132,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	13 118	36 932	44 156	45 998
	(% du PIB)	0,8	2,3	2,7	2,8
Chypre					
PIB pm	(millions euro)	19 487	19 411	18 119	17 506
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 122	-1 130	-891	-1 544
	(% du PIB)	-5,8	-5,8	-4,9	-8,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,8	42,1	41,4	49,1
Recettes publiques	(% du PIB)	37,0	36,3	36,5	40,3
Dette publique	(millions euro)	12 869	15 431	18 519	18 819
	(% du PIB)	66,0	79,5	102,2	107,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	144	405	393	362
	(% du PIB)	0,7	2,1	2,2	2,1
Lettonie					
PIB pm	(millions euro)	20 297	22 043	23 222	24 060
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-678	-175	-172	-347
	(% du PIB)	-3,3	-0,8	-0,7	-1,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	38,8	36,5	36,0	36,9
Recettes publiques	(% du PIB)	35,5	35,7	35,3	35,5
Dette publique	(millions euro)	8 659	9 013	8 876	9 633
	(% du PIB)	42,7	40,9	38,2	40,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie					
PIB pm	(millions euro)	31 247	33 314	34 956	36 288
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-2 796	-1 049	-917	-242
	(% du PIB)	-8,9	-3,1	-2,6	-0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,5	36,1	35,5	34,9
Recettes publiques	(% du PIB)	33,6	33,0	32,9	34,3
Dette publique	(millions euro)	11 629	13 265	13 550	14 826
	(% du PIB)	37,2	39,8	38,8	40,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2011	2012	2013	2014
Luxembourg					
PIB pm	(millions euro)	42 410	43 812	45 288	47 107
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	166	56	388	289
	(% du PIB)	0,4	0,1	0,9	0,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,3	43,5	43,6	44,0
Recettes publiques	(% du PIB)	42,7	43,6	44,4	44,7
Dette publique	(millions euro)	8 104	9 612	10 891	11 123
	(% du PIB)	19,1	21,9	24,0	23,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	183	516	617	643
	(% du PIB)	0,4	1,2	1,4	1,4
Hongrie					
PIB pm	(millions HUF)	28 035 033	28 548 800	29 846 259	31 890 602
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-1 537 890	-659 282	-733 710	-817 646
	(% du PIB)	-5,5	-2,3	-2,5	-2,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,9	48,7	49,8	50,1
Recettes publiques	(% du PIB)	44,4	46,4	47,3	47,6
Dette publique	(millions HUF)	22 720 746	22 414 051	23 085 005	24 525 014
	(% du PIB)	81,0	78,5	77,3	76,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions HUF)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte					
PIB pm	(millions euro)	6 903	7 226	7 571	7 961
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-178	-264	-194	-168
	(% du PIB)	-2,6	-3,6	-2,6	-2,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	40,9	42,4	42,3	43,8
Recettes publiques	(% du PIB)	38,3	38,7	39,7	41,7
Dette publique	(millions euro)	4 809	4 872	5 241	5 417
	(% du PIB)	69,7	67,4	69,2	68,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	66	187	223	232
	(% du PIB)	1,0	2,6	2,9	2,9
Pays-Bas					
PIB pm	(millions euro)	642 929	640 644	642 851	655 375
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-27 835	-25 330	-14 629	-15 035
	(% du PIB)	-4,3	-4,0	-2,3	-2,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,0	47,5	46,8	46,6
Recettes publiques	(% du PIB)	42,7	43,5	44,5	44,3
Dette publique	(millions euro)	393 872	426 145	441 039	451 006
	(% du PIB)	61,3	66,5	68,6	68,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	4 187	11 791	14 096	14 684
	(% du PIB)	0,7	1,8	2,2	2,2
Autriche					
PIB pm	(millions euro)	308 675	317 213	322 595	328 996
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-7 907	-6 919	-4 144	-7 916
	(% du PIB)	-2,6	-2,2	-1,3	-2,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	50,8	50,9	50,9	52,3
Recettes publiques	(% du PIB)	48,2	48,7	49,6	49,9
Dette publique	(millions euro)	253 293	258 526	260 977	278 089
	(% du PIB)	82,1	81,5	80,9	84,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	2 038	5 741	6 863	7 149
	(% du PIB)	0,7	1,8	2,1	2,2

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2011	2012	2013	2014
Pologne					
PIB pm	(millions PLN)	1 553 582	1 615 894	1 662 678	1 728 677
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-76 174	-60 433	-66 735	-55 241
	(% du PIB)	-4,9	-3,7	-4,0	-3,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,9	42,9	42,2	41,8
Recettes publiques	(% du PIB)	39,0	39,2	38,2	38,6
Dette publique	(millions PLN)	851 429	878 415	926 115	866 501
	(% du PIB)	54,8	54,4	55,7	50,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions PLN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal					
PIB pm	(millions euro)	176 167	168 398	169 395	173 053
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-12 967	-9 450	-8 181	-7 717
	(% du PIB)	-7,4	-5,6	-4,8	-4,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	50,0	48,5	50,1	49,0
Recettes publiques	(% du PIB)	42,6	42,9	45,2	44,5
Dette publique	(millions euro)	195 690	211 784	219 645	225 280
	(% du PIB)	111,1	125,8	129,7	130,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	1 212	1 119	1 119	1 119
	(% du PIB)	0,7	0,7	0,7	0,6
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	565 097	596 682	637 583	666 637
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-30 210	-17 467	-13 906	-9 921
	(% du PIB)	-5,3	-2,9	-2,2	-1,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	39,1	36,4	35,2	34,9
Recettes publiques	(% du PIB)	33,8	33,5	33,0	33,4
Dette publique	(millions RON)	193 201	222 796	242 194	265 391
	(% du PIB)	34,2	37,3	38,0	39,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions RON)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	36 868	36 006	36 144	37 246
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-2 451	-1 445	-5 380	-1 819
	(% du PIB)	-6,6	-4,0	-14,9	-4,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	50,0	48,6	59,9	49,8
Recettes publiques	(% du PIB)	43,3	44,6	45,0	45,0
Dette publique	(millions euro)	17 134	19 336	25 427	30 133
	(% du PIB)	46,5	53,7	70,3	80,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	325	972	1 162	1 210
	(% du PIB)	0,9	2,7	3,2	3,2
Slovaquie					
PIB pm	(millions euro)	70 160	72 185	73 593	75 215
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-2 887	-3 036	-1 902	-2 157
	(% du PIB)	-4,1	-4,2	-2,6	-2,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	40,6	40,2	41,0	41,8
Recettes publiques	(% du PIB)	36,4	36,0	38,4	38,9
Dette publique	(millions euro)	30 480	37 614	40 174	40 297
	(% du PIB)	43,4	52,1	54,6	53,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	173	1 494	1 895	1 997
	(% du PIB)	0,2	2,1	2,6	2,7

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2011	2012	2013	2014
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	196 869	199 793	201 995	204 015
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 999	-4 240	-5 122	-6 435
	(% du PIB)	-1,0	-2,1	-2,5	-3,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	54,4	56,1	57,8	58,7
Recettes publiques	(% du PIB)	53,3	54,0	55,2	55,5
Dette publique	(millions euro)	95 490	105 667	112 682	121 050
	(% du PIB)	48,5	52,9	55,8	59,3
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)	1 316	3 708	4 432	4 617
	(% du PIB)	0,7	1,9	2,2	2,3
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	3 656 577	3 684 800	3 775 016	3 907 518
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	-2 893	-34 097	-51 821	-73 684
	(% du PIB)	-0,1	-0,9	-1,4	-1,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,4	52,6	53,3	53,0
Recettes publiques	(% du PIB)	51,4	51,7	51,9	51,1
Dette publique	(millions SEK)	1 323 279	1 347 018	1 462 486	1 714 957
	(% du PIB)	36,2	36,6	38,7	43,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions SEK)	0	2 575	5 321	5 657
	(% du PIB)	0,0	0,1	0,1	0,1
Royaume-Uni*					
PIB pm	(millions GBP)	1 617 677	1 655 384	1 713 122	1 791 490
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-123 540	-137 607	-98 330	-101 798
	(% du PIB)	-7,6	-8,3	-5,7	-5,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,9	47,0	45,5	44,4
Recettes publiques	(% du PIB)	39,2	38,6	39,8	38,7
Dette publique	(millions GBP)	1 323 681	1 420 649	1 495 731	1 600 862
	(% du PIB)	81,8	85,8	87,3	89,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions GBP)	403	2 016	3 629	3 629
	(% du PIB)	0,0	0,1	0,2	0,2
Année budgétaire (ab)		2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 626 236</i>	<i>1 663 096</i>	<i>1 732 833</i>	<i>1 809 117</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-124 656</i>	<i>-126 036</i>	<i>-101 595</i>	<i>-93 484</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>-7,7</i>	<i>-7,6</i>	<i>-5,9</i>	<i>-5,2</i>
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 345 202</i>	<i>1 420 611</i>	<i>1 521 156</i>	<i>1 599 306</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>82,7</i>	<i>85,4</i>	<i>87,8</i>	<i>88,4</i>
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 210</i>	<i>2 823</i>	<i>3 629</i>	<i>3 629</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>

* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Principales révisions entre la notification d'octobre 2014 et celle d'avril 2015

Des explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les révisions les plus importantes du déficit et de la dette des années 2011 à 2013, intervenues entre les notifications d'octobre 2014 et d'avril 2015, ainsi que pour celles du PIB.

Par rapport à la notification d'octobre 2014, une révision du déficit public pour l'année 2013 de moins de $\pm 0,2$ pp du PIB a été observée dans vingt-trois États membres. Des révisions supérieures ont été notifiées, de $-0,3$ pp au Danemark ainsi qu'en Slovénie, de $+0,2$ pp au Luxembourg, de $+0,3$ pp en Estonie et de $+0,4$ pp en Bulgarie.

Déficit

Belgique: la hausse du déficit pour l'année 2011 est due au fait qu'une transaction financière relative à la nationalisation d'une banque a été requalifiée en transaction non-financière.

Bulgarie: la diminution du déficit pour l'année 2011 est principalement due à la mise à jour des sources de données relatives aux impôts sur le revenu et à la TVA.

République tchèque: la diminution du déficit pour les années 2011 à 2013 est due à la reclassification d'unités au sein de l'administration publique centrale.

Danemark: la diminution du déficit pour l'année 2012 ainsi que l'augmentation de ce dernier pour l'année 2013 sont principalement dues à la mise à jour de données fiscales, de données sur les unités extrabudgétaires et les administrations locales.

Estonie: la diminution du déficit pour l'année 2013 est due à la reclassification d'unités au sein du secteur des administrations publiques.

Croatie: la diminution du déficit pour l'année 2012 est principalement due à la reclassification d'une unité au sein du secteur des administrations publiques.

Luxembourg: L'accroissement de l'excédent pour l'année 2013 est principalement dû à la correction des dépenses d'investissement des administrations publiques locales.

Slovénie: la hausse du déficit pour les années 2011 à 2013 est principalement due à la révision de la comptabilisation des flux UE.

Dette

République tchèque: la baisse de la dette pour les années 2011 à 2013 est principalement due à la consolidation de flux liés à la reclassification d'unités au sein de l'administration publique centrale.

Croatie: l'augmentation de la dette pour les années 2011 à 2013 est principalement due à la reclassification d'une unité au sein du secteur des administrations publiques.

Luxembourg: l'augmentation de la dette pour les années 2011 à 2013 est due à la reclassification d'une unité au sein du secteur des administrations publiques.

PIB

Par rapport à celui notifié en octobre 2014, le PIB de l'année 2013 notifié en avril 2015 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé, en général pour de faibles montants, par un certain nombre d'États membres. Une baisse d'environ $0,8\%$ du PIB pour 2012 et d'environ $0,6\%$ pour 2013 a été notifiée par l'Italie, tandis que le Portugal a notifié une baisse d'environ $0,8\%$ pour 2012 et d'environ $1,1\%$ pour 2013. Les variations du PIB affectent, par un effet de dénominateur, les ratios de déficit et de dette.

Révisions des ratios de déficit/excédent et de dette des administrations publiques - en pp de PIB
entre la notification d'octobre 2014 et celle d'avril 2015

		Déficit/excédent*			Dette**		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,2	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,2	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,4	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,4	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rép. tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,2	0,1	0,1	-1,1	-0,9	-0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,2	0,1	0,1	-1,1	-0,9	-0,7
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,3	-0,3	0,0	-0,1	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,2	-0,3	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,1
Croatie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,3	-0,1	3,8	4,8	4,9
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,3	-0,1	3,8	4,8	4,9
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,9	0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,8
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

** Révisions des ratios de dette: un signe positif correspond à une augmentation de la dette publique rapportée au PIB, un signe négatif correspond à une diminution.

Révisions des ratios de déficit/excédent et de dette des administrations publiques - en pp de PIB
entre la notification d'octobre 2014 et celle d'avril 2015

		Déficit/excédent*			Dette**		
		2011	2012	2013	2011	2012	2013
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,1	0,2	0,6	0,5	0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,1	0,2	0,6	0,5	0,5
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,4	-0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,4	-0,6
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,1	0,2	0,0	-0,2	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,1	0,2	0,0	-0,2	-0,3
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,9	1,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,9	1,4
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,4	-0,3	-0,3	0,3	0,3	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,4	-0,3	-0,3	0,3	0,3	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
UE28	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
ZE19	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

** Révisions des ratios de dette: un signe positif correspond à une augmentation de la dette publique rapportée au PIB, un signe négatif correspond à une diminution.

Annexe Dettes publiques trimestrielles

Cette annexe contient des données relatives à la structure de l'encours de la dette par composante, dans la **zone euro** et l'**UE28**, pour le quatrième trimestre 2014, ainsi que les variations des ratios de dette publique par rapport au troisième trimestre 2014.

Entre la fin du troisième trimestre 2014 et la fin du quatrième trimestre 2014, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a légèrement diminué dans la **zone euro** (ZE19), passant de 92,0% à 91,9% du PIB. Dans l'**UE28**, le ratio est resté inchangé à 86,8%.

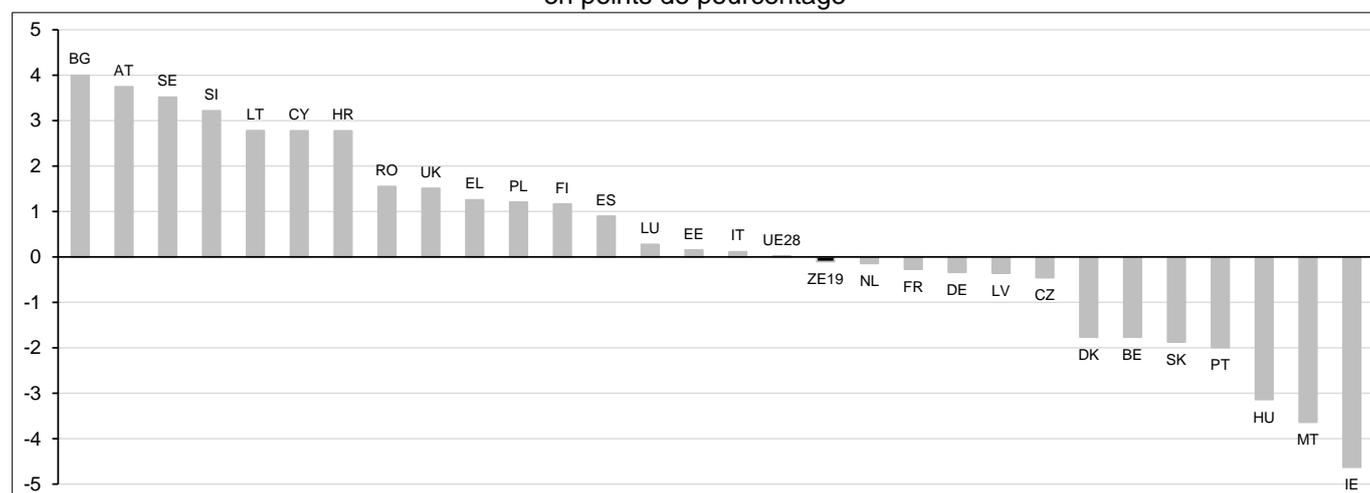
Tableau 1: Structure de la dette publique trimestrielle, T4/2014 par rapport à T3/2014*

			T3 2014	T4 2014	
ZE19	Dette publique		(millions euros)	9 260 046	9 292 618
			(% du PIB)	92,0	91,9
	Dont: Monnaies et dépôts		(millions euros)	263 139	274 304
			(% du total de la dette)	2,8	3,0
	Titres autres qu'actions		(millions euros)	7 326 699	7 319 380
			(% du total de la dette)	79,1	78,8
	Crédits		(millions euros)	1 670 206	1 698 933
		(% du total de la dette)	18,0	18,3	
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière		(millions euros)	240 533	240 533	
		(% du PIB)	2,4	2,4	
UE28	Dette publique		(millions euros)	12 000 442	12 094 614
			(% du PIB)	86,8	86,8
	Dont: Monnaies et dépôts		(millions euros)	445 655	468 664
			(% du total de la dette)	3,7	3,9
	Titres autres qu'actions		(millions euros)	9 703 859	9 737 373
			(% du total de la dette)	80,9	80,5
	Crédits		(millions euros)	1 850 926	1 888 576
		(% du total de la dette)	15,4	15,6	
pour mémoire: prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière		(millions euros)	246 200	246 194	
		(% du PIB)	1,8	1,8	

* Les données trimestrielles du PIB pour l'UE28 et la ZE19 ont été étalonnées par Eurostat d'après leurs données annuelles du PIB les plus récentes.

Par rapport au troisième trimestre 2014, seize États membres ont enregistré une augmentation de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du quatrième trimestre 2014, et douze autres une baisse. Les plus fortes hausses du ratio ont été enregistrées en **Bulgarie** (+4,0 points de pourcentage - pp), en **Autriche** (+3,7 pp), en **Suède** (+3,5 pp) ainsi qu'en **Slovénie** (+3,2 pp), et les baisses les plus marquées en **Irlande** (-4,6 pp), à **Malte** (-3,6 pp) ainsi qu'en **Hongrie** (-3,1 pp).

Graphique 1: Variations du ratio de la dette publique par rapport au PIB*, T4/2014 par rapport à T4/2013
en points de pourcentage



* Les données trimestrielles du PIB pour l'UE28, la ZE19, la France et la Pologne ont été étalonnées par Eurostat d'après leurs données annuelles du PIB les plus récentes. Le PIB annuel du T4 2014 fourni dans le cadre de la procédure de déficit excessif a été utilisé pour le Luxembourg.

Tableau 2: Dette publique trimestrielle des États membres

		en millions de monnaie nationale		en % du PIB		Différence en pp du PIB, T4/2014 par rapport à T3/2014
		T3/2014	T4/2014	T3/2014	T4/2014	
Belgique	euro	433 663	428 365	108,2	106,5	-1,8
Bulgarie	BGN	19 340	22 694	23,6	27,6	4,0
Rép. tchèque	CZK	1 821 584	1 816 137	43,0	42,6	-0,5
Danemark	DKK	895 334	867 947	47,0	45,2	-1,8
Allemagne	euro	2 162 668	2 170 000	75,1	74,7	-0,3
Estonie	euro	2 018	2 073	10,5	10,6	0,2
Irlande	euro	208 208	203 319	114,3	109,7	-4,6
Grèce	euro	315 462	317 094	175,8	177,1	1,3
Espagne	euro	1 020 303	1 033 857	96,8	97,7	0,9
France*	euro	2 035 429	2 037 772	95,3	95,0	-0,3
Croatie**	HRK	270 038	279 569	82,2	85,0	2,8
Italie	euro	2 133 306	2 134 920	132,0	132,1	0,1
Chypre	euro	18 428	18 819	104,7	107,5	2,8
Lettonie	euro	9 635	9 633	40,4	40,0	-0,4
Lituanie	euro	13 718	14 826	38,1	40,9	2,8
Luxembourg*	euro	10 883	11 123	23,3	23,6	0,3
Hongrie	HUF	25 103 247	24 525 014	80,0	76,9	-3,1
Malte	euro	5 627	5 417	71,7	68,0	-3,6
Pays-Bas	euro	448 892	451 006	69,0	68,8	-0,1
Autriche	euro	264 707	278 089	80,8	84,5	3,7
Pologne*	PLN	839 083	866 502	48,9	50,1	1,2
Portugal	euro	228 918	225 280	132,2	130,2	-2,0
Roumanie	RON	252 828	265 391	38,3	39,8	1,6
Slovénie	euro	28 813	30 133	77,7	80,9	3,2
Slovaquie	euro	41 418	40 297	55,4	53,6	-1,9
Finlande	euro	118 405	121 050	58,2	59,3	1,2
Suède	SEK	1 562 084	1 714 957	40,4	43,9	3,5
Royaume-Uni	GBP	1 558 170	1 600 862	87,8	89,4	1,5

* Les données trimestrielles du PIB pour la France et la Pologne ont été étalonnées par Eurostat d'après leurs données annuelles du PIB les plus récentes. Pour le Luxembourg a été utilisé le PIB annuel du T4 2014 fourni dans le cadre de la procédure de déficit excessif.

** Données provisoires

Des données complémentaires sont disponibles dans la publication relative aux statistiques trimestrielles sur les finances publiques:

<http://ec.europa.eu/eurostat/web/government-finance-statistics/data>